

# Vale, un groupe brésilien implanté sur cinq continents

## Révolte globale contre un géant minier



La mine Brucutu dans le Minas Gerais. (Vale)

Trois entreprises se partagent la production de minerai de fer à l'échelle planétaire. Un « cartel » dominé par la brésilienne Vale. Toutefois, depuis quelques années, cette dernière se heurte à une nouvelle résistance. Des salariés, des écologistes, des paysans dénoncent les dégâts sociaux et environnementaux de l'activité minière. Pis, à l'image de la multinationale, ces contestataires se sont « globalisés »...

Sudbury, le 11 mars 2010. Dans cette petite ville située à quatre cents kilomètres au nord de Toronto (Ontario, Canada), en file indienne, les mineurs de la compagnie Vale-Inco attendent leur tour devant l'isoloir. Ils sont en grève depuis huit mois. La semaine précédente, les négociations entamées entre la direction de la compagnie et l'United Steelworkers (USW), le syndicat des métallurgistes, ont été rompues. A l'origine du conflit, une nouvelle mouture de la convention collective : gel des salaires, remise en cause des conditions de leur indexation sur l'inflation, modification du régime des

retraites et réduction du bonus annuel lié à la rentabilité de l'entreprise (en moyenne, 25 % du salaire de base, jusque-là). En sortant du bureau de vote, un gréviste brûle le document listant les propositions de la direction. D'autres l'imitent, nombreux. Le résultat du scrutin est sans appel : à 88,7 %, les salariés décident de poursuivre le mouvement. Les mineurs n'en sont pas à leur première grève dure. L'International Nickel Company of Canada (Inco) exploite le nickel de la région depuis plus d'un siècle et, au fil des conflits, l'USW s'est imposé comme l'interlocuteur incontournable de la direction. De sorte que, si un survol de la région révèle les stigmates de l'activité minière sur l'environnement, les luttes successives ont arraché d'importants droits sociaux qui bénéficient à l'ensemble de la communauté. Ou plutôt bénéficiaient.

En 2006, le rachat de la compagnie canadienne par la multinationale brésilienne Vale change la donne. Même si le siège de la nouvelle société — Vale-Inco — demeure au Canada, les conflits ne se règlent plus au rythme du quadrille... mais de la samba. Et les mineurs n'y gagnent pas forcément.

Arguant de la crise financière, les dirigeants de Vale-Inco ne tardent pas à revenir sur les promesses qui avaient apaisé les réserves d'Ottawa quant au rachat d'une entreprise canadienne par une concurrente étrangère. Le conflit ouvert par la remise en cause de la convention collective offre à la direction l'occasion de se libérer des règles (plus ou moins tacites) de négociation en vigueur jusque-là. Stupéfaits, les mineurs canadiens découvrent de nouvelles pratiques : « Jamais auparavant des "jaunes" n'avaient forcé nos piquets de grève ! », affirme M. Pascal Boucher, un dirigeant de la section locale de l'USW. Cette formation accélérée au « dialogue social » moderne comprend un module « harcèlement », dispensé par les agents des sociétés de sécurité au service de la compagnie : « Ils vont jusqu'à nous suivre, stationner devant chez nous et filmer ostensiblement nos allées et venues. » Du jamais-vu à Sudbury...

Pour M. Doug Olthuis, chargé des affaires internationales de l'USW, cette évolution s'explique par un nouveau rapport de forces, né du changement d'échelle de la compagnie : « Le nickel de Sudbury représentait 30 % du chiffre d'affaires d'Inco. Il ne compte plus que pour 3 % dans celui de Vale. Pour eux, plus aucune mine n'est indispensable ; les capacités de négociation du syndicat s'en trouvent réduites d'autant. » Le groupe serait donc devenu trop grand pour qu'on lui résiste ?

## **En 1997, l'entreprise devient rentable : l'heure est venue de la privatiser**

Berceau de Vale, l'Etat brésilien du Minas Gerais est une région de tradition minière. A l'ère de l'or (au XVIIIe siècle) succède celle du fer qui, durant la seconde guerre

mondiale, acquiert pour les Alliés une importance stratégique. Les accords de Washington, signés en 1942 entre les gouvernements américain, britannique et brésilien, prévoient un transfert des mines exploitées jusque-là par la British Itabira Company à une société brésilienne d'économie mixte créée pour l'occasion (avec l'aide de crédits américains) : la Companhia Vale do Rio Doce (CVRD).

Dix ans plus tard, l'Etat brésilien a pris le contrôle de la CVRD et l'entreprise a consolidé sa position dans le « quadrilatère minier » du Minas Gerais. Après la découverte des gisements de fer de la Serra do Carajás, elle étend ses activités à l'Etat amazonien du Pará et devient, dans les années 1980, le premier exportateur mondial de minerai de fer. En 1997, la Vale do Rio Doce figure parmi les entreprises les plus rentables du pays : le gouvernement de M. Fernando Henrique Cardoso en conclut que l'heure est venue de la privatiser.

L'opération s'effectue dans des conditions pour le moins douteuses. L'entreprise est vendue — « bradée », diront certains — pour 3,14 milliards de dollars, alors qu'elle en vaut aujourd'hui quarante-quatre fois plus (139 milliards de dollars). Ses réserves en minerai de fer sont-elles estimées à deux milliards de tonnes à la veille de la vente ? Elles triplent dans les jours qui suivent. Mieux, une soixantaine de filiales ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des actifs de la compagnie, réalisée avec l'aide du groupe bancaire Bradesco... qui devient l'un des principaux actionnaires de la nouvelle société privée (1).

En 2001, l'arrivée de M. Roger Agnelli aux commandes de la société ouvre une nouvelle période, celle de l'expansion agressive à l'étranger (lire « Passerelles »). L'entreprise, désormais multinationale, se hisse au rang de premier fournisseur de la Chine en minerai de fer et étend ses activités aux métaux non ferreux — nickel, cuivre, manganèse, bauxite — et aux phosphates...

En 2006, avec l'acquisition d'Inco, la société devient la deuxième entreprise minière du monde derrière BHP Billiton. L'opération lui permet en outre de prendre pied au Canada, en Indonésie et en Nouvelle-Calédonie. L'année suivante, elle se rebaptise Vale et continue son expansion : dans le charbon (elle obtient des concessions dans le district de Moatize, au Mozambique, où sont localisées les plus importantes réserves inexploitées de la planète) et dans les engrais chimiques (avec le rachat des parts de Bunge dans l'entreprise Fosfertil).

Désormais, ses activités s'étendent sur les cinq continents, dans plus de trente pays. Le conglomérat regroupe quelque soixante entreprises, emploie cent cinquante mille salariés, possède neuf mille kilomètres de voies ferrées, huit ports, plusieurs centrales hydroélectriques. En 2008, année record, Vale réalise 13,3 milliards de dollars de

bénéfices (2) et en distribue 2,75 milliards à ses actionnaires, une « enveloppe » sensiblement plus importante que celle réservée aux salaires (1,9 milliard).

Malheureusement, tous les Brésiliens ne sont pas actionnaires de Vale. Le long de la ligne de chemin de fer qui relie les mines du Carajás au port de São Luís, les heureux boursicoteurs sont même encore moins nombreux qu'ailleurs. De sorte qu'ici, ce ne sont pas les dividendes qui viennent à l'esprit quand on évoque le nom de Vale.

Dirigeant du Syndicat des travailleurs ruraux de Canaã dos Carajás — commune où cinq projets d'exploitation minière sont mis en œuvre ou sur le point de l'être —, M. José Ribama relate « les explosions, le vacarme des machines, le passage de centaines de camions qui affectent la vie quotidienne des habitants et qui effraient les animaux ; des millions de tonnes de stériles (3) et autres rejets accumulés en plein air et emportés par les pluies, polluant l'eau et les sols ». Mais ce n'est pas tout : « Pour mettre en service de nouvelles mines, Vale rachète des terres et fait poser des barbelés. Les paysans qui ne veulent pas vendre se retrouvent encerclés et les ouvriers agricoles sont menacés d'expulsion. »

A une cinquantaine de kilomètres de là, Parauapebas abrite le siège régional de la compagnie. La ville, qui n'était encore qu'un hameau quelques années plus tôt, compte actuellement cent cinquante mille habitants. Autour de quelques enclaves de prospérité, l'habitat précaire ne cesse de s'étendre — 45 % des foyers de la commune n'ont pas l'eau courante, 90 % ne sont pas connectés au tout-à-l'égout — et les taxes que perçoit la municipalité (4) ne lui permettent pas d'adapter ses infrastructures à l'afflux continu de nouvelles populations.

### **Pots-de-vin et autres « arrangements »**

Chaque semaine, des dizaines de familles débarquent, attirées par la perspective d'une embauche. Un mirage pour beaucoup. Mais un mirage qui gonfle les rangs d'une « armée de réserve » dans laquelle la compagnie puise pour remplacer les ouvriers « hors d'usage ». Se blesser revient alors à tout perdre.

L'embauche de 60 % du personnel par le biais d'intermédiaires peu regardants sur les questions de droit du travail contribue à contenir la combativité des salariés, tandis que les autorités locales, la police et la justice, qui profitent de la manne — soutien lors des campagnes électorales, pots-de-vin et autres « arrangements » —, ne sont guère enclines au zèle. Cas exceptionnel : en avril 2010, un juge du travail de Marabá s'aventure à condamner l'entreprise à verser 300 millions de reals (135 millions d'euros) de dommages et intérêts à plusieurs centaines de travailleurs. Las, quelques jours plus tard, le Tribunal supérieur du travail de Brasília suspend l'exécution de la sentence et

Vale annonce son intention de poursuivre... le magistrat.

La multiplication des conflits locaux a donné naissance, en 2007, à une campagne commune, « Justiça nos Trilhos » (5). Deux ans plus tard, à l'occasion du Forum social mondial de Belém, les opposants brésiliens à Vale rencontrent d'autres groupes, de provenances diverses, en conflit avec le géant minier. « Les multinationales sont trop puissantes pour n'être combattues que localement ou nationalement, constatent-ils ; il faut globaliser les luttes. » Germe alors l'idée d'un mouvement international d'opposition à Vale. La grève des mineurs canadiens de Vale-Inco, qui débute quelques mois plus tard, joue le rôle de catalyseur. La première rencontre internationale des victimes de Vale se tient à Rio de Janeiro, ville qui abrite le siège de la compagnie, en avril 2010.

Deux fourgons cahotent sur les pistes de la Serra do Gandarela, dans l'Etat du Minas Gerais. A l'intérieur, une quinzaine de représentants d'organisations paysannes, indigènes, écologistes, syndicales... Ils viennent du Pérou, du Chili, du Mozambique, du Canada, pour participer à la « caravane internationale » qui sillonne la région. « La Serra do Gandarela est une zone naturelle protégée, abritant 40 % des réserves d'eau encore pures de l'Etat », explique Mme Isabela Cançado. Biologiste et militante du Movimento pelas serras e águas (Mouvement pour les montagnes et les eaux) de Minas, elle s'inquiète des projets de Vale visant à élargir le périmètre de ses opérations dans la région de façon à multiplier par cinq sa production de minerai de fer. « Cela alors que les licences d'exploitation obtenues par la compagnie présentent de nombreuses irrégularités et sont en contradiction avec les normes de protection des eaux et de la biodiversité. »

La question de l'impact de l'activité minière sur la qualité de l'eau, sur le volume des réserves existantes et leur disponibilité pour les populations locales va trouver un écho récurrent à l'occasion des rencontres et échanges qui ponctuent le parcours de la caravane. Ainsi des Canadiens évoquent-ils le cas de l'île de Terre-Neuve, où Vale prétend utiliser le lac de Sandy Pond pour stocker des déchets toxiques. Les représentantes chiliennes alertent sur « le détournement d'une ressource publique » que constituerait le pompage d'énormes quantités d'eau, utilisées pour le traitement du minerai, sur de nouveaux sites miniers envisagés dans la province de Choapa. Quant aux paysans, ils constatent au quotidien la pollution des cours d'eau, l'accumulation de boues grisâtres sur les berges et la disparition des poissons... Mais que faire ?

### **Des paramilitaires parmi le personnel de sécurité**

« En 2006, Vale a obtenu une licence d'exploitation pour une mine de cuivre à ciel ouvert dans le département de Cajamarca, au Pérou, explique M. José Lezma,

président du Front de défense du bassin du Río Cajamarquino. Mais, là-bas, nous avons déjà l'amère expérience des dégâts causés par l'exploitation minière et, entre les emplois promis par Vale et ceux perdus dans l'agriculture, le calcul était vite fait : nous avons décidé d'empêcher l'ouverture de la mine. » Avec l'appui des autorités, l'entreprise a mis tout en œuvre pour briser le mouvement paysan, allant jusqu'à recruter pour son service de sécurité des repris de justice et des hommes de main liés au trafic de drogue. M. Lezma a lui-même été séquestré et a vu son logement saccagé. En 2007, cinq cents paysans ont occupé trois mois durant le site minier, contraignant l'entreprise à retirer ses machines.

A Rio de Janeiro, ils sont environ cent soixante à participer à la rencontre internationale des victimes de Vale. Universitaires, paysans, pêcheurs, indigènes, syndicalistes, écologistes... les intervenants sont unanimes : l'impact environnemental inhérent à l'activité minière pourrait être réduit par la mise en œuvre de mesures techniques ou légales. Hélas ! rien n'indique que cela fasse partie des priorités de Vale. Au contraire... M. Jacques Boenghik, consultant de l'Agence kanak de développement, évoque une directive interne à l'usine de Goro (en Nouvelle-Calédonie) : certaines mesures de contrôle et de surveillance des installations sont préconisées « seulement si vous avez le temps (...), en prenant en compte les opérateurs à disposition ». Et il ne s'agit pas d'un cas isolé.

Dans le domaine social, la liste des conflits n'en finit pas. Des indigènes Karonsi'e Dongi de Sorowako, en Indonésie, ont été expulsés de leur territoire ancestral et survivent aujourd'hui adossés à la clôture d'un terrain de golf de Vale. Cinq mille paysans mozambicains de la région de Moatize ont été réinstallés, dans des conditions précaires, sur des terres moins fertiles que celles dont ils disposaient et éloignées des marchés où ils commercialisent leur production. Dans la baie de Sepetiba, à l'ouest de Rio de Janeiro, où le consortium Thyssen Krupp – Vale construit une usine sidérurgique, des membres de milices paramilitaires locales ont été identifiés parmi le personnel de sécurité.

Pour les participants, Vale ne serait pas ce qu'elle est et ne pourrait se permettre de transgresser impunément les législations nationales sans le soutien des autorités des pays dans lesquels elle opère. Au Mozambique, écrit le quotidien O País, « le président de l'entreprise est conseiller du chef de l'Etat Armando Guebuza pour les questions internationales (6) ». A Goro, « une annexe de la caserne de gendarmerie a été construite sur le campus de Vale, raconte M. Boenghik. L'entreprise ouvre gratuitement son restaurant aux gendarmes et leur fournit des véhicules ». Moins anecdotique, les aides accordées par l'Etat français (double défiscalisation, exonération de taxes

douanières, de l'impôt sur les sociétés, de la taxe professionnelle, de la contribution foncière, de la taxe de solidarité sur les services...) représenteraient 390 millions d'euros sur vingt ans pour Goro Nickel (7). Au Brésil, enfin, où Vale bénéficie depuis toujours du soutien sans faille de l'Etat qui l'a porté sur les fonds baptismaux — prêts, construction d'infrastructures, tarifs préférentiels sur l'électricité (8)... —, le Tribunal supérieur électoral a établi que quarante-six députés, six sénateurs, sept gouverneurs et... le président de la République Luiz Inácio Lula da Silva avaient bénéficié des largesses de Vale durant la campagne électorale de 2006 (9).

L'existence de passerelles entre les hautes sphères de l'Etat et celles de la compagnie suscite... quelques interrogations. En 2008, par exemple, peu après qu'un prêt de 7,3 milliards de reals (3,3 milliards d'euros) eut été accordé à Vale par la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) — le plus important financement jamais octroyé par cet organisme à une entreprise —, le secrétaire exécutif de la banque, M. Luciano Siani Pires, fut nommé directeur du département de planification stratégique de la société.

L'image de marque de la firme a sans doute été égratignée à Rio, mais tomber d'accord sur le constat n'était pas la tâche la plus compliquée : décider que faire s'est avéré autrement délicat. « Le mouvement en est à ses premiers pas, reconnaît Mme Ana Garcia, l'une des organisatrices, la tâche qui nous attend est immense... et beaucoup de questions restent en suspens. » Comment concilier la diversité des points de vue et des situations politiques ? les objectifs à long terme et les demandes immédiates des populations affectées ? les revendications syndicales et la mise en cause d'un modèle de développement basé sur l'extraction des ressources naturelles ? les luttes locales et l'exigence de renationalisation ?

A Sudbury et à Port Colborne, après un an de grève, les mineurs canadiens de Vale-Inco ont mis finalement un terme à leur mouvement — les concessions obtenues ne permettent pas de crier victoire, mais autorisent les ouvriers à garder la tête haute —, tandis que la lutte se poursuit sur le site de Voisey's Bay. « Au cours de l'année écoulée, écrit alors Jamie West, un mineur ayant participé à la rencontre de Rio, nous avons appris beaucoup sur notre employeur. Mais aussi sur nous-mêmes, sur l'importance du syndicalisme et de la solidarité — pas seulement au niveau local ou de notre organisation, mais avec les travailleurs du monde entier. Nous avons compris que beaucoup d'entre nous étaient des militants qui n'attendaient que d'être réveillés, qui n'attendaient qu'une occasion (10). »

(1) La colère provoquée par sa privatisation ne s'est pas éteinte : en 2007, lors d'un vote organisé par la campagne « Vale est à nous », 3,7 millions de Brésiliens se sont

prononcés pour la renationalisation de l'entreprise.

(2) En 2009, malgré la crise, ils se montent encore à 5,3 milliards de dollars.

(3) Roches ne contenant pas de minéraux exploitables.

(4) En 2008, celles-ci représentent à peine 1,7 % de la valeur du minerai extrait.

(5) Justice sur les rails, [www.justicanostrilhos.org](http://www.justicanostrilhos.org)

(6) O País, Maputo, 23 février 2010.

(7) « L'activité nickel en Nouvelle-Calédonie : pertes et profits », mars 2009, Action Biosphère.

(8) Vale consomme à elle seule 5 % de l'électricité du pays, qu'elle paie à un tarif subventionné.

(9) Valor Econômico, São Paulo, 16 mai 2007.

(10) « Vale Inco strikers weigh their year of sacrifice and vote on deal », Labor Notes, Detroit, 7 juillet 2010, [labornotes.org](http://labornotes.org).

Source : **Le Monde Diplomatique**